



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de l'Aube et de la Haute-Marne
1 boulevard Jules Guesde
CS 70377
10026 Troyes

Troyes, le 10/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FE Saint-Julien

5 rue Horus
Parc de la Haute Borne
59650 Villeneuve-D'ascq

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0003013269

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2024 dans l'établissement FE Saint-Julien implanté au lieu-dit « Chemin de la Ferté », sur la commune de Châteauvillain (52120 - ancienne commune d'Essey Les Ponts). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FE Saint-Julien
- Chemin de la Ferté à Essey Essey Les Ponts 52120 Châteauvillain
- Code AIOT : 0003013269
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de la FE SAINT JULIEN est composé de 4 éoliennes de 158,3m de hauteur pour 120 m de diamètre de rotor. La puissance unitaire des éoliennes est de 3,75 MW. L'exploitation des installations est autorisée par arrêté préfectoral du 30 novembre 2016, complété par arrêté préfectoral du 24 février 2020 et par arrêté préfectoral du 27 octobre 2021.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déploiement des mesures ERC prescrites	AP Complémentaire du 27/10/2021, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Collecte des données du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 12	Sans objet
4	Déclaration des données techniques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2.I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence un non-respect des prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 octobre 2021.

Par ailleurs la visite d'inspection a mis en évidence la nécessité de prendre des mesures de bridage en faveur des chiroptères.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déploiement des mesures ERC prescrites

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/10/2021, article 3
Thème(s) : Autre, Bruit
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait procéder à une vérification de la conformité des émissions sonores de ses installations aux valeurs limites fixées à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié et à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Cette vérification est effectuée par un organisme extérieur et aux frais de l'exploitant. Cet organisme extérieur ne peut être identique aux prestataires ayant déjà réalisé des études acoustiques relatives au parc éolien FE ST JULIEN.</p> <p>Cette vérification porte sur des points de mesure judicieusement choisis à raison d'au moins un point de mesure par secteur suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du 3 au 7 rue de la Coulommière ; • du 1 au 8 rue Martelot ; • du 1 au 6 rue Saint-Siméon ; • du 17 au 23 rue Saint-Siméon ; • du 30 au 32 rue Saint-Siméon ; <p>Le rapport de cette vérification est remis à la Préfecture de la Haute-Marne, ainsi qu'à l'Inspection des Installations Classées, dans un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le suivi acoustique prescrit par l'arrêté de prescriptions complémentaires du 27 octobre 2021 n'a pas été mis en œuvre par l'exploitant. Cette prescription n'a pas été respectée et doit désormais être mise en œuvre.</p> <p>Cette obligation est rappelée à l'exploitant par l'intermédiaire d'une mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 90 jours

N° 2 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Exploitation

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le suivi post-implantation de la ferme éolienne de Saint-Julien (52) en date du 27 novembre 2020 a été transmis à l'inspection.</p> <p>Néanmoins ce suivi a mis en évidence une mortalité importante des chiroptères et recommande la mise en place d'un bridage. Celui-ci n'était pas en place au jour de la visite d'inspection.</p> <p>Un arrêté préfectoral complémentaire prescrivant le bridage suivant sera ainsi proposé au préfet de la Haute-Marne, critères cumulatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Du 15 mai au 15 septembre, • Par vent < 5,5 m/s • Par température supérieure à 10°C • Lorsqu'il ne pleut pas.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Collecte des données du suivi environnemental

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 12</p>
<p>Thème(s) : Autre, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un certificat de dépôt sur la plateforme DEPOBIO en date du 29/09/2021.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Déclaration des données techniques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2.I</p>
<p>Thème(s) : Autre, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les données techniques n'étaient pas déclarées au jour de la visite. Par courriel du 11/07/2024 l'exploitant a informé l'inspection avoir finalement publié celle-ci.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>